L'ABEILLE.

IMPRIMEE ET PUBLIEE, TOUS LES JOURS, PAR
JEROME BAYON.
IMPRIMEUR DE L'ETAT DE LA LOUISIANE.

" Il faut que l'UNION soit conservée."

JEUDI MATIN, 2 MAI 1833.

POUR GOUVERNEUR:

J. B. DAWSON.

INTERIEUR.

NOUVELLE-ORLEANS, 2 mai.

D'après la circulaire que nous avons publiée hier, relativement au triomphe de notre bannière à Mexico, une liste de souscription a été ouverte au bureau du collecteur de la Douane. Nous ne doutons pas que nos citoyens ne s'empressent d'aller souscrire.

Les arrivages d'Europe et du Nord se succèdent rapidement depuis quelques jours: il est arrivé depuis samedi 20 navires du Nord, 6 d'Angleterre, 4 de France, 1 de Brême, 1 d'Ostende, 1 de la Jamaique, 3 de la Havane, 1 d'Honduras, 1 des Isles Turques, et 4 du Mexique—en tout 42 navires. Le nombre de passagers arrivés durant ces cinq jours, s'élève à 208.

Le navire Orléans a apporté des journaux de New-York du 16 mars—point d'arrivage d'Europe.

Par la voie d'Angleterre, on a reçu des nouvelles de l'état du marché du Hâvre, au 11 mars, qui annoncent une hausse et de grandes ventes de coton. Voyez le titre, *Commerciel.*

Enfin, cinq malles du nord, que les postillons, sans doute par erreur, ont apportées ici, nous fournissent des journaux de New-York du 12 du mois passé (nous sommes au 2 mai, notez bien) contenant les nouvelles reçues de Liverpool (du 17 mars) par le *Pacific*, et que les feuilles de l'ouest nous avaient seulement annoncées. Nous sommes donc à même aujourd'hui de donner sur ces nouvelles des détails plus circonstanciés.

La discussion du bill proposé au parlement anglais sur la répression des troubles en Irlande, s'avance lentement. C'est une conséquence naturelle du dégoût qu'inspirent au parti réformiste la création des cours martiales, des visites domiciliaires et la suspension de l'*habeas corpus*.

L'Irlande est toujours en proie à la misère et aux désordres. Plusieurs régiments de cavalerie et d'infanterie ont reçu ordre de se préparer à marcher sur l'Irlande. Le gouvernement doit augmenter considérablement les forces qu'il maintient dans ce pays.

M. Dédel, le nouvel ambassadeur hollandais, est arrivé à Londres, et a eu son audience d'introduction. On doute un peu qu'il lui soit, plus qu'à son prédécesseur, possible d'amener à une conclusion définitive et tant désirée les interminables négociations de la conférence.

Des rapports d'Anvers, sans date, annoncent que la flotte hollandaise a remonté l'Escaut et repris la même position qu'elle occupait pendant les glaces, c'est-à-dire entre les forts de Liefkenshoek et Lillo. Cette nouvelle a quelque odeur de guerre; mais le *Courier* de Londres du 15 mars, dit à ce sujet: "Que la nomination de M. Dédel ait été conçue dans l'idée d'un changement de politique de la part du gouvernement hollandais, ou que les espérances dont nous vous parlerviennent d'une autre cause, il est certain qu'en Hollande on compte sur une prompte solution des différends qui existent entre les pays séparés. Des communications qui nous sont parvenues par la malle hollandaise, et nombre d'autres lettres de personnes de rang et d'influence, que nous avons eu occasion de lire, concourent toutes à dire que M. Dédel a reçu d'amples instructions qui donnent l'espoir le mieux fondé que cette question qui traîne depuis si long-temps sera enfin réglée."

Les nouvelles de Bruxelles du 12 mars coincident parfaitement avec cette opinion du *Courier*.

Les avis de Paris sont du 14 mars. La cour d'assises de la Seine était occupée du jugement de Bergeron et de Benoît, accusés d'avoir attenté à la vie du roi, à l'ouverture de la session des chambres. A la fin de la seconde journée il n'avait été produit aucune preuve établissant l'identité des accusés. Le gouvernement a pris les mesures ordinaires pour empêcher que la paix publique ne fût troublée; mais cette affaire a excité fort peu l'attention publique. L'existence de la conspiration Bouvy, dont la déposition a donné lieu à l'arrestation d'un des accusés, n'a conduit qu'à faire surgir des contradictions. Les deux accusés seront déchargés de la prévention d'avoir tiré le coup de pistolet, à moins qu'il ne soit produit de nouveaux témoignages.

L'examen de cette demoiselle Bouvy a présenté quelque chose de fort remarquable et qui a particulièrement attiré l'attention des spectateurs. Au moment où on l'interrogeait, elle, témoin, interrogeait à son tour un autre témoin. "Tout cela, dit un journal, se fait le plus dramatiquement possible; et Mlle. Bouvy est fort intéressante. Avec ses dix-neuf ans et une voix douce, elle a refusé la chaise que lui a offerte le président, et a préféré se tenir debout, afin de voir et d'être mieux vue: c'est vraiment l'héroïne de la pièce. D'après ce qui s'est passé jusqu'ici, il est probable que cette représentation théâtrale se terminera heureusement. On dit qu'un célèbre fabricant de petites comédies a déjà réussi assez bien à adapter à la scène tous ces détails, et qu'il n'attend que le dénouement pour compléter son mélo-drame."—Allez donc, messieurs les rois de 1832, allez donc vous faire tirer de la poudre aux moineaux par un agent de police, pour exciter l'intérêt! Vous voyez que ce qu'on y gagne; c'est de se faire jouer sur un théâtre.

On parle toujours de la probabilité d'un changement dans le pygonnel du gouvernement d'Alger; le duc de Rovigo a eu, dit-on, une attaque de paralysie, qui le privera peut être de la vie, mais sûrement de la possibilité de continuer ses fonctions officielles à la tête du gouvernement d'Alger. Les amis du maréchal Clausel parlent de lui comme du successeur probable de M. de Rovigo, et l'on ajoute que le ministère le nommera peut-être, pour débarrasser la tribune parlementaire de ce jouteur tant soit peu rude, qui n'aime pas plus les hommes de la *doctrine* que ceux du *milieu*.

Dans la séance de la chambre des députés du 12 mars le président a annoncé qu'il avait reçu une copie officielle du traité du 15 novembre 1831 pour la séparation de la Belgique et de la Hollande, ainsi que deux exemplaires imprimés de tous les protocoles de la conférence sur ce sujet. La formidable épaisseur de ce dernier volume a excité une hilarité universelle dans la chambre. Le traité a été déposé aux archives, et les protocoles dans la bibliothèque de la chambre.

Le projet d'une double session, que l'on dit avoir été conçu par le ministère dans la merveilleuse idée de s'assurer un double budget, ne paraît point encore être abandonné; mais on dit que cette manœuvre répugne tellement à la majorité de la chambre, qu'il est probable que les dignes continuateurs du système du 13 mars seront forcés d'y renoncer.

Un brick de guerre français arrivé à Toulon le 7 mars, venant de Napoli di-Romania, d'où il est parti le 16 février, annonce que le roi Othon a débarqué dans cette dernière ville le 6 février. Le jour suivant il a publié une proclamation dans laquelle il annonce un plein bonheur à tous ses bons sujets et de rester pour la prospérité et le bonheur futurs de la nouvelle patrie. Il recommande la conservation de toutes les propriétés existantes, et promet de faire tous ses efforts pour faire disparaître les causes qui y ont donné lieu en quelques malheureux. Il s'engage aussi à protéger la religion des Grecs.

Les nouvelles de Constantinople du 18 février ne laissent plus que fort peu de doute sur ce fait, qu'un arrangement à l'amiable a été enfin et sera bientôt conclu, dit-on, entre le vice-roi d'Egypte et le sultan. La *Gazette d'Augsbourg* du 6 mars, encore la France d'avoir tenu une conduite peu droite dans ces débats, dit d'après du la poste d'Egypte le pacha d'Egypte à Constantinople, tout en ayant l'air de travailler à la réconciliation avec Mahmoud.

Il est évident qu'il peu de chose près les affaires de cet Empire sont dans un état désespérant; on a même dit jusqu'à Londres que Pacha-empereur avait remporté à son compte. Mais le *Courier* du 14 contredit cette nouvelle, et dit que le général Solignac se dispose à tenter encore une fois le sort des armes en faveur de Méhémet-Ali. Les forces [illegible] sont considérablement accrues par la désertion de [illegible] provinciaux et par les maladies.

L'ambassadeur espagnol, don Louis Ferdinand de Cordova, est arrivé à Lisbonne; un aide-de camp de Miguel est allé à sa rencontre à quinze lieues de la ville, et le 15 il a eu une audience, dans laquelle il a été traité avec la distinction la plus marquée.

EXTERIEUR.

FRANCE.

PARIS, 4 mars.

C'était jour de panique à la bourse; on quelques instans la rente a baissé de 1 fr., et la spéculation s'est jetée sur les fonds étrangers. On cherchera vainement dans la situation politique la raison de cette terreur financière. Nos rapports avec l'Europe sont ce qu'ils étaient hier, ce qu'ils étaient il y a quinze jours, il y a un mois, pendant la fièvre de hausse qui exaltait les spéculateurs. Rien n'est changé dans nos craintes ni dans nos espérances. L'opinion est abandonnée à la même inertie; il n'est survenu, ni à l'extérieur ni à l'intérieur, de ces événemens qui ébranlent le crédit public; on peut même dire que, dans les voies ouvertes par la diplomatie, les négociations ont fait provisoirement quelques progrès.

Il est certain maintenant que les Arabes ne pousseront pas plus loin leur marche sur Constantinople, et que ce premier résultat est dû à l'active énergie des envoyés européens. Ibrahim-Ali a reconnu la souveraineté du sultan, et Ibrahim doit avoir reçu l'ordre de s'arrêter; l'intervention d'Autriche en a porté la nouvelle officielle au divan. Ainsi les bases du traité proposé par le grand-seigneur sont acceptées, l'armistice accordé; le reste devient une affaire de temps et de patience.

La Hollande, de son côté, n'éveille plus les mêmes inquiétudes. Guillaume a compris que trop d'audace nuirait à ses intérêts; il reprend cette marche tortueuse qui lui avait donné tant d'avantage dans la première période des négociations. M. Van Zuylen offensait la diplomatie; on le rappelle, et c'est M. Dedel, connu par son ambassade à Madrid, qui va le remplacer à Londres.

Au Nord, la monarchie absolue est tempérée, non point comme autrefois en France par des chansons, ni comme en Turquie par des révolutions militaires, mais par les dettes publiques et par les emprunts.

L'Autriche n'a étouffé la liberté en Allemagne et en Italie que pour la retrouver dans ses états héréditaires. On s'aperçoit bien aujourd'hui que M. de Metternich ne pourrait s'associer aux rêves ambitieux de la Russie qu'en bravant la révolte des nobles Magyares. Jamais notre chambre des députés n'a retenti d'accens aussi énergiques en faveur de la Pologne que la motion de Jean Balogh dans la diète hongroise. Prenez l'adresse de 1831, ajoutez-y l'adresse de 1832; que tout cela est pâle auprès de ces belles paroles: "Si les souverains se regardent comme les membres d'une même famille, et si, à la mort de l'un d'entre eux, ils prennent tous le deuil, à plus forte raison, la chute d'une nation doit-elle en revêtir toutes les autres." Le même député a proposé à la diète de mettre au nombre des griefs des *états* la circonstance que *les représentations faites précédemment au roi en faveur de la Pologne étaient restées sans réponse*, et de réitérer ces demandes avec plus de force. Que diraient les états de Hongrie, si le roi leur présentait une loi d'exception sur les proscrits et contre l'hospitalité? Eh bien! cela s'est vu en France.

Pour l'Angleterre, le moment de l'effervescence est passé. Quoique l'ordre social lui reste à réformer après l'ordre politique, on ne sait pourquoi tous les tribuns des associations, quand ils s'adressent aux passions populaires, emploient faire de la violence à froid. Il est évident que le ministère, et nous le regrettons, éprouve une sorte d'accablement. Le courage lui manque à la vue de toutes les questions et des immenses questions qu'il faudrait résoudre, parce qu'elles sont pressantes quand le peuple les agite comme le problème de son existence. A peine a-t-on touché aux dîmes d'Irlande, que les paroisses d'Angleterre crient à l'oppression; tous les fermiers veulent être affranchis de cet impôt odieux. "Présentez-nous une réduction de taxes assises?" a-t-on demandé à lord Althorp. "Je ne puis m'expliquer à cet égard," a répondu le ministre déconcerté. "N'établirez-vous pas la taxe des pauvres en Irlande? Que ferez-vous pour ce peuple que vous voulez que l'on vous livre pieds et poings liés?" A cette demande M. Stanley répond que les difficultés sont grandes et que le ministère n'est pas encore parvenu à se former une opinion. Là-dessus les journaux qui soutenaient ou qui défendaient le ministère, l'abandonnent de peur de compromettre leur popularité; les unions politiques s'assemblent en tumulte pour protester contre de système d'arbitraire et de terreur qui retomberait bientôt, disent les orateurs, de l'Irlande sur l'Angleterre; les ministres, pour mieux faire face à l'orage, prennent du champ et ajournent leurs motions au 12 mars.

Ils l'emporteront sans peine, s'ils ont la sagesse de ne pas heurter l'opinion publique. Les circonstances sont pour eux, ainsi que la majorité. Les tories ont perdu leur influence, les radicaux compromettraient leur avenir politique par des actes mal calculés; et quant aux associations, elles n'agissent point avec cet ensemble qui assurera le triomphe de la réforme. La conduite du ministère Grey a soulevé de grandes plaintes, quelques unes peut-être sont fondées; mais il n'en est aucune, que l'on sache, qui doive entraîner une révolution dans le cabinet. Le ministère Grey est le ministère de la situation présente. On le jettera à bas du pouvoir, que par un homme influent, par un parti considérable n'osera prendre sa place. Les tories y ont renoncé par impuissance; ce souvenir est un conseil de modération à tous les partis.

Les faits que nous réunissons dans ce rapide exposé étaient connus à la bourse; il n'arrivait de l'intérieur que des nouvelles pacifiques; et s'il y avait au fond des choses quelque danger grave, comme la situation des ouvriers de Lyon, il était encore éloigné; or, la bourse ne prévoit pas les malheurs de loin.

Il paraît que les discussions du Trésor n'ont fait produire assez peu d'impression sur les fonds publics, qui étaient commencés à la bourse avec animation depuis le début ouvert sur le budget des finances. On a craint pour l'amortissement; aujourd'hui l'on tremble pour les rentes. Le projet de conversion forcée que M. Humann s'est engagé à présenter à la chambre occupe tous les esprits: on rappelle avec un effroi exagéré qu'un semblable projet, conçu par M. de Villèle, fit sur le champ tomber les cours de 10 francs, et, pour tout résultat, détourna vers les fonds étrangers les capitaux qui se classaient jusque-là dans les fonds français.

M. Humann a commis une faute en prenant l'engagement de convertir le 5 pr. cent en 4 pr. cent; car il n'est plus libre de prendre conseil des circonstances, et c'est une tactique que l'homme d'état se ménage toujours. Du reste, la connaissance du plan de conversion que M. Humann se propose peut seule diriger la critique dans cette appréciation. Ceux qui en conçoivent une alarme prématurée n'ont pas réfléchi que toute loi a trois épreuves à subir, pendant lesquelles tous les intérêts se défendent et la vérité se fait jour. (*Le Temps.*)

PARIS, 2 mars.

Situation des réfugiés Polonais.

Les journaux ont parlé de quelques désordres qui ont eu lieu dernièrement dans les dépôts polonais à Avignon et à Bourges. Les Polonais en sont d'autant plus affligés, qu'ils manquent absolument de moyens de les prévenir. Pour garantir de toute cette tache l'honneur national, et pour leur propre intérêt, il ne cessent de réclamer depuis longtemps auprès du gouvernement français qu'il veuille créer une autorité qui, intermédiaire entre lui et les réfugiés, ait le pouvoir et la faculté de comprimer les excès de ceux d'entre eux qui oseraient manquer à leur honneur et abuser de l'hospitalité française. Cette demande semble d'autant plus juste, qu'alors seulement les émigrés en corps pourraient en quelque sorte être responsables des excès individuels de leurs compatriotes. Malheureusement toutes leurs réclamations à ce sujet restent jusqu'ici sans effet, et, d'un côté on trouve ainsi une corporation de plusieurs milliers d'hommes sans organisation intérieure et sans discipline, de l'autre on accusera un jour peut-être la corps entier d'émigrés du désordre dont quelques individus pourront se rendre coupables.

Certes, le plus grand nombre d'émigrés se distinguent autant par leur patriotisme que par leur loyauté et leurs lumières; mais il est humainement impossible qu'il n'y ait parmi eux des individus dont la conduite puisse ne pas être tout à fait irréprochable. D'ailleurs l'oisiveté et la misère doivent nécessairement entraîner après des suites fâcheuses. Rien cependant ne serait plus facile que d'y remédier, s'il y avait un pouvoir qui, d'un côté entouré de la confiance des réfugiés, fût appuyé de l'autre par le gouvernement français.

Les émigrés polonais ont fait ce qui dépendait d'eux: ils ont créé dans chaque dépôt un conseil pour surveiller les intérêts de tous et la conduite de chacun d'eux. Mais ignorés par le gouvernement français, n'ayant qu'une force morale, et aucun moyen de faire quelque bien, ces conseils ne sont naturellement reconnus que par ceux qu'il est pour ainsi dire superflu de surveiller.

Il est à craindre que, dans cette situation, les Polonais ne perdent avec le temps la sympathie qui fait tant d'honneur à l'hospitalité française. Ce serait le plus beau triomphe pour le czar Nicolas. Mais on ne saurait supposer que telle soit la politique du gouvernement français.

Observons qu'il ne s'agit nullement ici de reconnaître une représentation nationale polonaise, où même une représentation des corps d'émigrés, il s'agit simplement d'organiser ce corps de manière à ce que les Polonais puissent eux-mêmes maintenir l'ordre parmi eux. Il ne suffit pas d'offrir un asile aux victimes de l'infortune, les sentimens d'humanité demandent que dans cet asile leur honneur soit garanti contre toute atteinte. Ainsi des Polonais, il faut que la France ne leur refuse point les moyens nécessaires pour mettre leur honneur national à l'abri de tout soupçon injuste. Il faut qu'elle écarte jusqu'aux prétextes qui peuvent altérer l'intérêt qu'inspire la cause sacrée de la Pologne. Si nous sommes bien informés, on prépare depuis quelque temps dans le conseil un projet d'organisation pour les dépôts de réfugiés qui les ferait passer de la tutelle de la police sous le commandement du ministre de guerre. Ce régime nouveau conviendrait mieux à des hommes de cœur. Mais c'est peu de les soumettre à une discipline, si on ne leur procure en même temps des moyens de travail. Nous demandons pour les réfugiés ce que nous n'avons cessé de réclamer pour les soldats français, une solde qui soit le prix du travail et non d'une oisiveté armée. (*Le Temps.*)

Commercial.

Des lettres du Hâvre du 11 mars, reçue à Londres, font mention de grandes ventes qui ont eu lieu, à une augmentation, depuis 2 à 3 jours, de 2 centimes par demi-kilog. Les ventes depuis le 1er. février élevées à 7500 balles. 400 balles dans l'intervalle ont été vendues à Honfleur. Les Uplands à 38.

[*Par autorité.*]

ACTE

Pour pourvoir à la nomination d'un Notaire Public dans la Paroisse d'Est Féliciana et les autres Paroisses y mentionnées et pour exempter les Paroisses d'Assomption, Ascension et St. Jacques de la publication de certaines notices requises par la loi et pour d'autres objets.

SECT. 1. *Il est décrété par le Sénat et la Chambre des Représentans de l'Etat de la Louisiane, réunis en Assemblée Générale*, Qu'il sera nommé, par le Gouverneur, de l'avis et avec le consentement du Sénat, un Notaire Public additionel, pour la Paroisse d'Est Féliciana, qui devra tenir son bureau à Port Hudson; un Notaire Public additionnel pour la Paroisse Ascension; un Notaire Public additionnel pour la Paroisse des Avoylles, lequel devra tenir son bureau à l'endroit appelé petit Bayou Rouge; et deux Notaires Publics additionnels pour la Paroisse des Natchitoches dont l'un devra tenir son bureau à l'île Brevelle et l'autre à Compté.

SECT. 2. *Il est de plus décrété, &c.* Qu'il sera nommé pour la Paroisse d'Iberville un Notaire Public additionnel qui devra tenir son bureau sur le côté Est près de l'Eglise de la dite Paroisse; *bien entendu* qu'il ne pourra pas tenir son bureau à plus d'un mille de l'Eglise.

SECT. 3. *Il est de plus décrété, &c.* Qu'un Notaire sera nommé pour la Paroisse Assomption, lequel devra résider entre le canal (dit des Attakapas) et la limite inférieure de la dite Paroisse.

SECT. 4. *Et il est de plus décrété, &c.* Que toutes les lois en force, exigeant la publication dans la gazette de Donaldsonville des avis requis par la loi, et autres de toute espèce, sont et demeurent rappelées en tant qu'elles se rapportent aux Paroisses Assomption, Ascension et St. Jacques.

Signé ALCEE LABRANCHE,
Orateur de la Chambre des Représentans.
Signé C. DERBIGNY,
Président du Sénat.

Approuvé le 30 mars 1833.

A. B. ROMAN,
Gouverneur de l'Etat de la Louisiane.

Liste Maritime.

PORT DE LA NOUVELLE-ORLEANS.

EXPEDIES.

Navire Constel lation, Sampson, New-York, L H Cole
Navire Lotus Watts Providence, L. H. Cole
Navire Citizen, Hinman Liverpool, Wm. Nott & co
Goel. Charlotte Mack Pensacola, ordre
Goel. Elizabeth, Brown, Port-au-Prince, Goulet et Lambert.

ARRIVES.

Bateau de remorque Grampus, avec les navires Orleans et Louisville. En rivière, deux navires et quatre bricks.
Bateau de remorque Pocahontas; avec le navire St Louis et le brick Hermosa, Habanera.
Bateau de remorque Caledonia, ayant mis en mer la barque Alsaco le brick Intrepide et la goel. Anice. Il a amené dans le port le navire Alabama et la goel. Oscar. Un navire était en dehors de la barre.
Navire Wm. Badger, Harris, du Hâvre (10 mars) avec 5 colis marchandises et 20 cabine—10 passagers.
Navire Chieftain, Potter, de Liverpool (8 mars).
Navire John Lin on, Mansfield, de Liverpool.
Navire St. Louis, de New-York.
Navire Louisville, Price, de New-York.
Navire Orleans, Fowler, de New York.
Navire Alabama, Waterman, de New-York.
Navire Newark, Bowen, de New York.
Navire Louisiane, Bahon, de Liverpool, 47 jours.
Brick Crawford, Gardiner, de Charleston—esclaves.
Brick Hartford, Wooster, New-Haven.
Brick Hermosa Hauseras, Soberia, Havana.
Brick Wm. Osborn, McManus, d'Inagua.
Goel. Robert Center, Johnson, de la Nouvelle.
Goel. Oscar de Vera Cruz.
Bateau à vapeur Homer, Gay, de Louisville.
Bateau à vapeur Peruvian, Watson, de la Mobile.
Bateau à vapeur Lafayette, Lee, de St Martinville.

AVIS.—Le soussigné offre ses remerciemens à ses amis, pour le patronage libéral qu'ils ont bien voulu lui accorder, et informe qu'il continue toujours sa profession de courtage et de change. Il espère par son zèle mériter la continuation de leur patronage. Son bureau est rue Toulouse, No. 55, près de l'église de St. Augustin, ancien en face du bureau des hypothèques, où le trouvera depuis 9 heures du matin jusqu'à 3 de l'après-dinée.

2 mai—1 A. de AFFRY.

UNE jeune demoiselle ne voulant pas être connue de son père et courtoise de cette ville, a la trouvera chez M. Boyer, boula ger, rue Dauphine, et dit que son père est de bas. 2 mai

A VENDRE.—La pirogue MARIA, de dix tonneaux 92 po ces, avec ses agrès et apparaux généralement en bon état, et une chaîne neuf; cette chaîne est très commode pour le cabotage du fleuve. Pour les conditions, s'adresse à

2 mai BLANC & BRUGIER

AUX CHEFS DE MAISON.

UNE dame vient de perdre son mari désire placer chez des personnes qui aient l'intention de quitter la ville pendant les mois d'été. Elle serait disposée à prendre soin de un ou deux enfans, ou à travailler comme cotrière. S'adresser chez EVERITT

2 mai rue St. Louis, No 15.

PIANOS FORTES DE LONDRES.

REÇU par le dernier navire de Liverpool, et à vendre par les soussignés,

2 pianos à buffet de la fabrique de Wornum, en bois de Rose et à glaces, d'une qualité très supérieure, à 6 1-2 octaves.

1 do. do. en beau bois d'Acajou à glaces.

3 do. carrés de la fabrique de Tomkinson, à 6 1-2 octaves, sommiers prolongés, cuiv, d'une quantité de son remarquables.

2 piccolos de Robert Wornum. Tous ces instrumens sont garantis par F. JOHNS & CO,

2 mai rue de Chartres, No. 113.

$10 DE RECOMPENSE.

SERONT donnés à la personne qui conduira à la geôle de la police du nègre ou soussigné le nègre nommé HENRY, appartenant ci-devant à Mr. Laroque, consistant un nègre qui est âgé d'environ 15 à 16 ans, d'une forte constitution, taille d'environ 4 pieds 8 ou 9 pouces, au moins tel de son départ, il était vêtu d'un pantalon de cotonnade usé, couleur cendre, et d'une veste de chap gris.

Les capitaine de navires et autres embarcations sont prévenus de ne pas recevoir le dit nègre à leur bord, sous peine d'être poursuivis suivant la rigueur des lois.

JC SEPH MICHEL,

2 mai—6 encoignure Royale et St. Philippe.

CAZADORES DE ORLEANS.

POR orden del capitan, la compania tomara las armas el domingo proximo, 2 del corriente, á las 6 de la mañana y se reunirá en el parage acostumbrado, con casaca de verano, y insignias con pompon, para una de las revista de obligacion prescrita por la ley.

2 de mayo RAFAEL PEREZ sargento 1°.

CHASSEURS D'ORLEANS,

LA compagnie prend ses armes conformément aux règlemens pour faire un bon exercice pour demain le 3 courant, à 5 heures précises du matin et se réunira au lieu ordinaire uniforme complet, veste bleue et pantalon blanc. L'appel se fera à 6 heures précises.

Par ordre du capitaine,

29 avril V. GOUY, sergent-major

COUR DES PREUVES.—Attendu que Jean Baptiste Fleury a présenté une pétition à la cour, à l'effet d'obtenir les lettres de curatelle à la succession vacante de feu Peter A. Dejanatt décédé sans intestat; avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner, d'avoir à déduire, sous dix jours, les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition. Par ordre de la cour.

2 mai W. F. C. DUPLESSIS, reg.

COUR DES PREUVES.—*Vente par le légataire des Testamens.*—Vend. 4 jui n 1833, à midi, je exposerai en vente à la Bourse, pour compte de la succession de feu Pierre Darby, les deux esclaves ci-après désignés, savoir:

Une mulatresse nommée MARIE, âgée d'environ 36 ans, blanchisseuse et ouvrière en cotonnade, avec son enfant nommé ALEXIS, de environ 5 ans.

Conditions de la vente 6 et 12 mois de crédit, en billets endossés à satisfaction avec hypothèque spéciale jusqu'à parfait paiement.

Par ordre de la Cour,

2 mai W. F. C. DUPLESSIS, reg.

COUR DES PREUVES.—*Vente par le légataire des Testamens.*—Mardi, 14 mai 1833, à 10 heures du matin, il sera vendu dans le faubourg Claiborne, rue Louisa, auprès de la grande digue de Bruce, un fonds de cabaret, appartenant à la succession du feu Antonio Torres.

Conditions de la vente: Comptant.

Par ordre de la Cour,

2 mai W. F. C. DUPLESSIS, reg.

Amusemens.

Théâtre d'Orléans.

JEUDI, 2 Mai 1833.

La 11me. représentation des EXERCICES de la famille RAVEL.

Et pour la dernière fois de cette saison une représentation DE

JEAN,

Comédie-Vaudeville en quatre actes.

COSMORAMA.

Rue Royale, près de la pharmacie de M. Forestier.

TEMPLE D'ILLUSION OU COSMORAMA VOYAGEUR.

Le Cosmorama est ouvert tous les jours, depuis 8 heures du soir jusqu'à 10. Les jours où le soleil [illegible] et qu'il fait beau, il est visible toute la journée, depuis 9 heures du matin jusqu'au soir, l'entrée 4 escalins. [illegible]—1m

GRANDE MERVEILLE

DU

GRAND OUTANG

A [illegible] de montrer de [illegible] animal extraordinaire [illegible] jours de plus, le propriétaire a l'honneur [illegible] pour la voir encore aujourd'hui [illegible] Planteurs et propriétaires [illegible]—2.

SPECTACLE DE SOU[illegible]VERE,

rue du Char[illegible]

M. FINN présente ses re[illegible] habitans de la Nouvelle-Or[illegible] dont ils ont bien voulu l'honor[illegible] de vers[illegible] dans le courant de [illegible] ire [illegible] au public que c'est pour [illegible] occasion d'admirer cet art curieux et int[illegible] productions sont en vente et sont [illegible] mises présents à des parens ou amis.

Entrée 50 cts.—Enfans [illegible] ert depuis 10 heures du matin jusqu'à 9 [illegible] 2 mai

M. SYLVESTER a l'hon[illegible]mer ses amis et le public que son bureau [illegible] No. 16, continuera à être ouvert pendant [illegible] attention étant de se fixer à la Nouvelle-Orléans.

Les lots gagnants de loteries d'YATES [illegible] M'INTYRE seront payés à présentation des billets.

Il achète aussi les billets qui ne sont pas sortis, les guinées et les souverains. S. J. SYLVESTER,

2 mai rue Bienville, No. 10.

LE SOUSSIGNE étant en France pour ses achats, a l'honneur de prévenir [illegible] et messieurs, que son magasin sera constamment assorti de marchandises dans son genre, en première qualité, comme par le passé.

Il attend par les premiers arrivages du Hâvre un assortiment de nouveautés.

Pendant son absence, M. Jules Boileau, coiffeur, tout récemment arrivé de Paris, attaché à son établissement, confectionnera tous les ouvrages en cheveux qui pourront être demandés, et il ne laissera rien à désirer par le soin qu'il y portera.

Les [illegible] en coiffure que l'on désirera mettre [illegible] par le passé, soumis aux soins de son épouse pour les premiers principes; et se charge de donner lui-même à son arrivée les dernières leçons selon les nouvelles modes. GAUTHAC, 1 mai.

TRENTE PIASTRES DE RECOMPENSE.

Partie manquante chez la soussignée le 1er. avril courant, la mulatresse MARIE, taille d'environ 5 pieds, visage plein, âgée d'environ 35 ans. On suppose qu'elle est quelque part dans les faubourgs supérieurs, ou qu'elle s'est enfuie à la campagne.

Les capitaines de bâteaux à vapeur et de navires sont prévenus de ne pas lui donner asile, sous les peines prévues par la loi.

1er mai—1 L. A. CALDWELL.

Vin de Cote, Huile d'olive, Bouteilles &c.

EN débarquement du navire Carolinian, de Marseille, et à vendre par les soussignés,

150 barriques vin rouge,
200 demi-barriques huile d'olive grandes bouteilles,
100 demi-barriques do. do.
10 caisses vermicelle,
200 paniers bouteilles vides,
15 balles bouchon de 30,000 chaque.

CARRIERE & BOUDUZAT,

1 mai No. 11, rue St. Louis.

Nouvelle-Orléans, 29 avril 1833.

A UNE ASSEMBLEE de la direction de la compagnie du chemin à coulisses de la Nouvelle-Orléans et de Carrollton, qui a eu lieu ce jour, L. S. Guerres a été nommé secrétaire et trésorier de la compagnie.

30 avril—1 F. GUESNAY, pro tem.

Bureau de la compagnie du chemin à coulisses de la Nouvelle-Orléans et de Carrollton.

Nouvelle-Orléans, 29 avril 1833.

LE bureau de cette compagnie a été transporté à la route Carondelet, No. 1, où les souscripteurs [illegible] sont priés [illegible] de leurs actions [illegible] du présent, [illegible] 10 mai prochain, à 4 heures de l'après-midi, afin de procéder en conformité à la 6e section d'un acte de la Législature entitulé "Acte pour incorporer la société d'Agriculture de la Louisiane," émettre leur opinion et délibérer sur son contenu.

Les actionnaires et leurs fondés de pouvoirs sont priés de la manière la plus particulière, de s'y rendre, attendu qu'il convient que l'assemblée soit aussi nombreuse que possible, des questions importantes [illegible] soumises à la décision de cette section devant [illegible]

30 avril—18 RICHARD RELF, sec.

BUREAU DES C[illegible]

De la banque du C[illegible]

29 av[illegible]

ATTENDU que les [illegible] incorporant la B[illegible] dans leur administration que des mesures [illegible] à exécution l'esprit du dit acte, assurer [illegible] de cet état, le privilège qu'il accorde [illegible] puisse y avoir de la juste part de pla[illegible] par la première section de la charte [illegible] ces d'excès des souscriptions pendant [illegible] trente jours, réduction sera faite sur [illegible] manière à ce qu'aucune souscription ne [illegible] qu'en restera à la plus grande, et considér[illegible] ordonné que pendant le 1er. terme de [illegible] aucun actionnaire ne pourra souscrire que ceux qui auront [illegible] et résideront dans cet état, et afin d'éviter toutes les souscriptions fictives et simulées, les dits commissaires exigeant de voir exigeo, outre la preuve de citoyenneté et de résidence, la preuve que chaque souscription est *de bonne foi* pour *compte, usage et bénéfice* des souscripteurs.

La preuve de ces faits sera le serment de la personne souscrivant ou personnellement ou par mandataire. Il sera fait de la manière suivante:

"Je, *A*—*B* jure solennellement que je suis citoyen des Etats-Unis et résidant de 16 ans de la Louisiane et que la foi[illegible] pour lequel je suis souscrite est exclusivement et de bonne foi pour mon *compte, usage et bénéfice* et n'est en aucune manière destiné à l'usage ou avantage de qui que ce soit."

Et toutes personnes présentant un pouvoir de souscrire au dit fonds devront faire serment de la même suivante.

"Je, *A*—*B*, jure solennellement qu'au mieux de ma connaissance la souscription que je vais prendre en vertu d'un mandat est réellement et de *bonne foi* pour le *compte, usage et bénéfice* de la personne dont je tiens le dit mandat.

Publié par ordre des commissaires,

30 avril.—4 ROBERT G. DIXON, secrétaire.

50 BARILS melasse de raffinerie, propre à l'usage des familles, et à l'approvisionnement des bâtimens, à vendre à la raffinerie d'Auguste Jenet, au faubourg Marigny No. 46, entre Mandeville et Esplanade. 30 av.-3.

MARCHANDISES du pays—Quelques colis en débarquement, et à vendre par

30 avril. LINCOLN et GREEN.

SEL.—1800 sacs, 3-4 fin, 1-3 gros, en débarquement du navire Electide, de Liverpool, et à vendre par

30 avril. LINCOLN et GREEN.

$10 DE RECOMPENSE, sera et donnée à celui qui fera mettre à la geôle de police nommé Lathomou, parti marron de chez le soussigné, parlant très bon anglais et français, taille 5 pieds 8 ou 4 pouces, le corps très mince, yeux vert-eau, très subtile et très fourbe il porte une cicatrice à une des tempes.

Les capitaines des navires et bateaux à vapeur sont prévenus de ne pas le recevoir à leurs bords.

30 avril.—4 F. GIROD.

AVIS.—Le soussigné désirant cesser de pratiquer sa profession d'horlager, prie ceux pour qui il peut avoir des montres ou autres objets, d'avoir à venir les réclamer durant la quinzaine, époque à la quelle il doit quitter la maison qu'il occupe. Il offre à vendre à l'amiable, tous ses outils, ses montres, un régulateur, et généralement tout ce qui se trouve à son horlogerie. Après cette époque, il demeure rue Moreau, No. 194, faubourg Marigny.

29 avril—3 DARAM.

LE président et les directeurs du Chemin à coulisses de la Nouvelle-Orléans et de Carrollton donnent par le présent notice, qu'en conformité de la [illegible] leur acte d'incorporation les livres de souscription seront ouverts de nouveau, le mercredi 20 de ce mois, au bureau de la Compagnie de Banque de Canal à la Nouvelle-Orléans (jusqu'à nouvel ordre) et resteront ouverts depuis [illegible] jusqu'à 2 heures de l'après-midi, durant [illegible] de soixante jours.

[illegible]

VENTES A L'ENCAN.

PAR T. [illegible]SY.

IL sera vendu vendredi, [illegible]urant, à son magasin d'encan, rue Toulouse, à 9 heures du matin,

Un grand assortiment de marchandises anglaises savoir: guinghams à raies et à carreaux, mousselines do., mouchoirs Madras et Musulipatan, do. pour deuil, do. en batiste, mousselines imprimées, gingas fil, mousselines à mousquetaires, coutil à pantalon, siamoises, voiles de soie, &.

Conditions à la vente. 2 mai

PAR H. J. DOYLE CON.

SAMEDI, 11 mai 1833 à la bourse Hewlett, à midi précis il se a vendu un beau LOT DE TERRE, faisant encoignure des rues Toulouse et Bourgogne, et mesurant sur chacun des rues 120 pied français. Sur le dit lot il existe un grande bâtisse en briques donnant sur les deux rues et divisée en quatre magasins, lesquels produits net dans ce moment $1683 par an de loyer et sont toujours loués.

Le présent lot de terre est objet vers la corporation de cette ville, par en bas, et au même bord, ayant 5 arpens de face sur 40 de profondeur, borné d'un côté par la terre de C. B. Dufeau, et de l'autre par celle de Mesdames [illegible].

Conditions: 1 à 2 ans, en billets endossés à